

INDE

**La police fait usage d'une force excessive
contre les employés d'une usine**

Index AI : ASA 20/029/2005

ÉFAI

Lundi 1^{er} août 2005

DÉCLARATION PUBLIQUE

Amnesty International est préoccupée par des informations selon lesquelles, le 25 juillet 2005, la police a fait usage d'une force excessive contre des manifestants à Gurgaon, une ville industrielle de l'Haryana, non loin de New Delhi.

Amnesty International accueille favorablement l'inquiétude exprimée à ce sujet par Sonia Gandhi, présidente du Parti du Congrès, et demande l'ouverture rapide d'une enquête impartiale, approfondie et transparente sur cette affaire, de manière à établir si l'utilisation de la force par la police a été conforme à la législation nationale et aux normes internationales, notamment aux Principes de base sur le recours à la force et l'utilisation des armes à feu par les responsables de l'application des lois et au Code de conduite pour les responsables de l'application des lois.

Amnesty International condamne toute violence commise contre les manifestants, tout en reconnaissant que tout gouvernement a le droit et le devoir d'assurer la sécurité de ses citoyens. Amnesty International rappelle aux autorités de l'Harayana que selon les normes internationales, la force ne peut être utilisée que lorsque c'est strictement nécessaire et dans les limites du minimum nécessaire.

La Commission nationale des droits humains a demandé l'ouverture d'une enquête, de préférence sous la responsabilité du Bureau central d'enquêtes.

Amnesty International accueille favorablement la promesse du directeur général de la police, George P John, qui a déclaré que « tous les responsables des violences d'aujourd'hui [25 juillet 2005] seront punis » et demande instamment qu'après l'ouverture rapide d'une enquête impartiale, approfondie et transparente, cette promesse soit respectée et que tous les fonctionnaires contre lesquels il existe des charges suffisantes établissant qu'ils ont violé la législation nationale ou les normes internationales relatives à l'utilisation de la force soient traduits devant les tribunaux pour y être jugés conformément aux normes internationales de jugement équitable. Les

victimes de l'utilisation d'une force excessive doivent aussi être justement indemnisées.

Complément d'information

Selon des informations dignes de confiance, quelques 250 personnes ont été sérieusement blessées, quelques personnes ont disparu et au moins une personne est morte à l'issue d'une manifestation des salariés de *Honda Motorcycles and Scooters India*.

Le 25 juillet 2005, vers 10 h 45, des salariés qui manifestaient contre un lock-out et le harcèlement des travailleurs voulant former un syndicat sont allés sur une route proche de Kamala Nehru Park à Gurgaon. La police leur a alors demandé d'arrêter leur marche. Devant leur refus, elle a frappé certains d'entre eux à coups de *lathis* (bâtons de bois). Beaucoup de manifestants sont allés jusqu'au bureau du *deputy commissioner* (équivalent du sous-préfet) où ils voulaient présenter leurs doléances. Alors qu'ils étaient assis devant le bâtiment dans l'attente du *deputy commissioner*, des centaines de policiers les ont entourés et les ont frappés à coups de *lathis*. Quelques 250 personnes auraient été blessées (certaines auraient des blessures au niveau de la tête, d'autres auraient une jambe fracturée). D'autre part, 500 personnes ont été arrêtées. Parmi elles, quelques 440 ont été libérées et quelques 60 restent détenues et sont inculpées sous diverses accusations pénales. La population locale refuserait de divulguer le nombre et l'identité de ces derniers.

La semaine suivante, selon des sources dignes de foi, la police aurait lancé des grenades lacrymogènes et des balles en plastique pour empêcher les employés de l'usine et leur famille de se rassembler devant l'hôpital civil où se trouvaient certains des blessés.

Selon le secrétaire national du *All India Trade Union Congress* (Congrès des syndicats indiens), les salariés de cette usine qui essayaient de former un syndicat ont été victimes de harcèlement au cours des derniers mois. ●

**Pour obtenir de plus amples informations,
veuillez contacter le Service de presse
d'Amnesty International à Londres, au +44
20 7413 5566, ou consulter le site
<http://www.amnesty.org>**